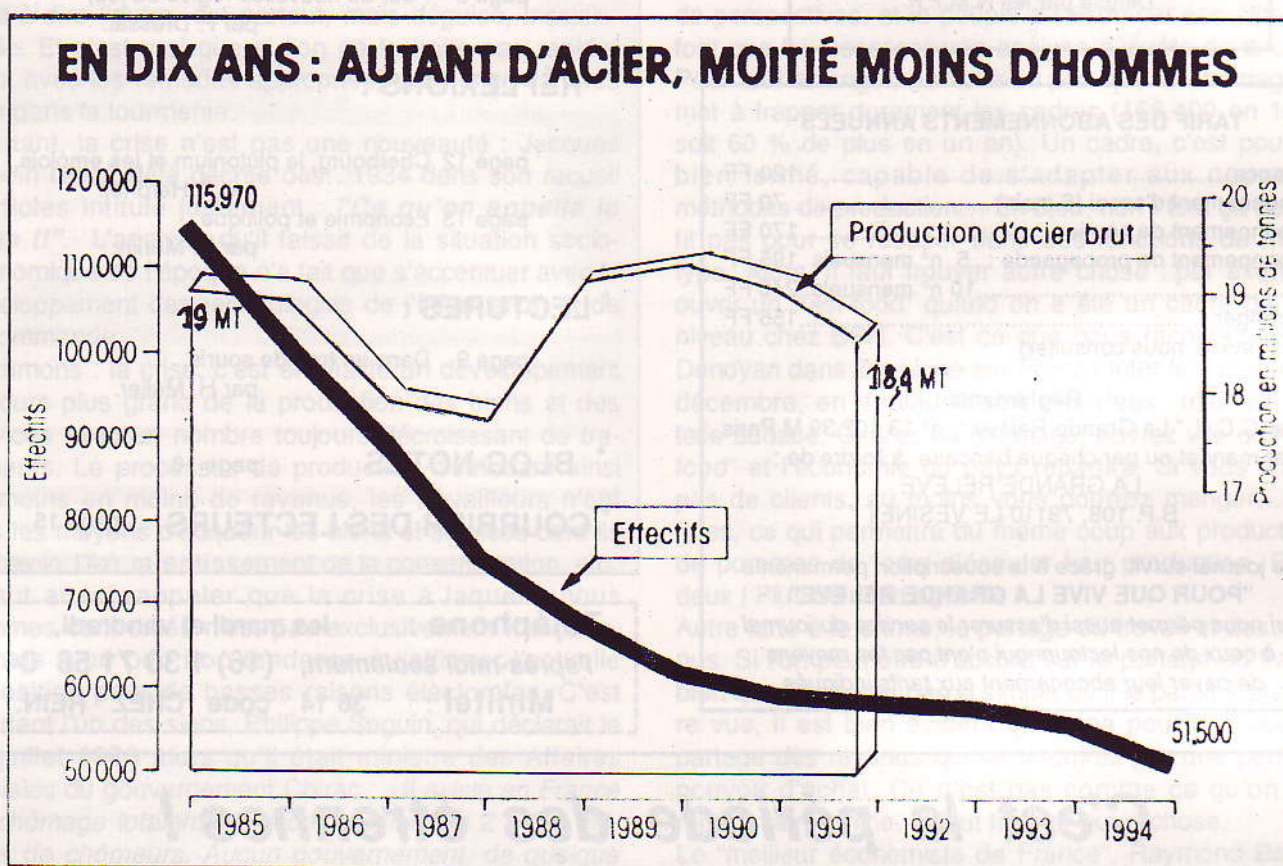


LA GRANDE RELEVÉ

DES HOMMES
PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ECONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

EN DIX ANS : AUTANT D'ACIER, MOITIÉ MOINS D'HOMMES



Un exemple entre mille...

et qui se passe de commentaires.



Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Recherche et documentation :
René MARLIN

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME

*

*Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis
par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.*

*

Impression : R. PERNEL

Commission paritaire N° 57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France120 FF
Abonnement d'essai (6 mois)70 FF
Abonnement de soutien..... 170 FF
Abonnement de propagande : . 5 n° mensuels .195 FF
.....10 n° mensuels. 245 FF
Etranger155 FF
(Par avion, nous consulter)

Règlements :
par C.C.P. " La Grande Relève ", n° 13 402.39 M Paris
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVÉ
B.P. 108, 78110 LE VESINET

*

Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.

*** EDITORIAL :**

page 3 La déprime
par J-P. Mon

*** ACTUALITE :**

page 4 1992, un joli bilan planétaire !
par A. Prime.

page 11 Lu,vu, entendu.

*** TEMOIGNAGES :**

page 6 Chômage des terres et des hommes,
par F. Plassard.

page 7 Pauvreté et habitat,
par R. Lieutet.

page 8 Pour de nouvelles règles du jeu,
par F. Drassal.

*** REFLEXIONS :**

page 12 Cherbourg, le plutonium et les emplois,
par P. Herdner.

page 13 Economie et politique,
par R. Marlin.

*** LECTURES :**

page 9 Dans un trou de souris,
par H. Muller.

*** BLOC-NOTES** page 10

*** COURRIER DES LECTEURS** page 15

Téléphone : les mardi et vendredi,
l'après-midi seulement, (16) 1 30 71 58 04
Minitel : 36 14 code CHEZ * REIN.

C'est la période des étrennes !

_ Quel est le plus beau, le plus utile, le plus intelligent des cadeaux qu'un distributiste puisse offrir ?

_ Un abonnement à la Grande Relève, évidemment!

*D'autant que nous participons : nous offrons à tout abonné qui nous adressera un **nouvel** abonné avant la fin du mois de janvier 1993, deux des publications suivantes (voir présentation en dernière page) :*

l'économie libérée

un socialisme à visage humain

l'économie distributive et les transitions

à son choix, une pour lui-même et l'autre pour le nouvel abonné.

Rappelons que notre journal vit essentiellement grâce à ses abonnés, abonnements et souscription permanente

Pour Que Vive la Grande Relève

car dans les kiosques où elle est vendue, elle est trop souvent enfouie... en attendant qu'un ami intervienne pour qu'elle y soit mise en évidence !

Merci de vous associer à nos efforts pour un monde meilleur et plus humain.

La directrice du journal.

La déprime

par Jean-Pierre Mon

En cette fin d'année 1992, la déprime est à la mode : pas un quotidien, pas un hebdomadaire, pas un bulletin d'information qui ne nous parle de la "crise". Pour eux, la crise, c'est bien entendu et avant tout le chômage et son cortège de misères, les affaires qui vont mal, les scandales, etc.

Pour les plus lucides et ceux qui ont de la mémoire, on se retrouve dans la situation qui prévalait au début des années 30, avec la montée du fascisme un peu partout en Europe, avec le risque d'une extension de la guerre dans les Balkans, la famine dans le monde... L'ennemi, c'est-à-dire l'autre, est partout, mais déguisé, insaisissable. Et c'est vrai que si l'on ne la traite pas rapidement avec les remèdes appropriés, cette crise va nous jeter dans la tourmente.

Pourtant, la crise n'est pas une nouveauté : Jacques Duboin l'avait déjà décrite dès...1934 dans son recueil d'articles intitulé justement : **"Ce qu'on appelle la crise !!"**. L'analyse qu'il faisait de la situation socio-économique de l'époque n'a fait que s'accroître avec le développement des technologies de l'information et de la commande.

Résumons : la crise, c'est en réalité un développement toujours plus grand de la production des biens et des services avec un nombre toujours décroissant de travailleurs. Le processus de production distribuant ainsi de moins en moins de revenus, les travailleurs n'ont plus les moyens d'acquiescer les biens et services dont ils ont besoin. D'où ralentissement de la consommation, etc. Il faut aussi rappeler que la crise à laquelle nous sommes confrontés n'est pas exclusivement française, comme a un peu trop tendance à l'affirmer l'actuelle opposition pour de basses raisons électorales. C'est pourtant l'un des siens, Philippe Seguin, qui déclarait le 30 juillet 1986 alors qu'il était ministre des Affaires Sociales du gouvernement Chirac : *«Il existe en France un chômage totalement incompressible de 2 à 2,5 millions de chômeurs. Aucun gouvernement, de quelque pays industrialisé que ce soit, n'a trouvé de recette miracle contre le chômage.»*

Et en effet, que nous propose-t-on pour en sortir ?

Tout le contraire de ce qu'il faudrait ! On "dégraisse" les entreprises, on parle de supprimer le SMIC et de réduire les salaires... Etranges initiatives pour relancer la croissance ! Hors de la croissance, point de salut ! Un point de plus de croissance représente, paraît-il, 120 à 140.000 emplois. Problème simple : combien faut-il de croissance pour résorber 3 millions de chômeurs ? On peut toujours rêver. Mais j'allais oublier le remède miracle : il faut augmenter les investissements. Entendons-nous bien, l'investissement est nécessaire pour produire mieux et plus dans un contexte concurrentiel mais il ne crée plus d'emplois. On sait même qu'il en détruit de plus en plus. C'est devenu vrai depuis 1976 en Allemagne puis en France et dans la plupart des

pays européens un peu plus tard. Ne nous étonnons donc pas de constater que la machine tourne à vide. Rien n'y fait. D'où le désenchantement, la morosité, le désarroi qui font la une des journaux. C'est ainsi que l'*Événement du jeudi* du 23 décembre dernier titrait sur sa page de couverture : *«Le peuple contre ses élites. Danger : violente remise en question des élus, des journalistes, des médecins, des chefs d'entreprise, des syndicalistes, des juges, des intellectuels...»*. En bref, le peuple reproche à ses "élites", puisqu'il faut les appeler comme ça pour être au goût du jour, de ne pas lui offrir de perspectives, et le peuple a raison car ses élites ne font que lui ressasser une analyse désuète de la crise. Pour tout arranger, ne voilà-t-il pas que le chômage se met à frapper durement les cadres (166.400 en 1992, soit 60 % de plus en un an). Un cadre, c'est pourtant bien formé, capable de s'adapter aux nouvelles méthodes de production... Eh bien, non ! tout ça ne suffit pas pour se recaser dans des fonctions de même type. Alors, il faut trouver autre chose : par exemple, ouvrir un "fast-food" quand on a été un cadre de haut niveau chez BSN. C'est ce que nous racontait Gilbert Denoyan dans Zapping sur France inter le vendredi 18 décembre, en applaudissant des deux mains à une telle audace. Cadres au chômage, ouvrez vite un "fast-food" et l'économie du pays repartira. Si vous n'avez pas de clients, au moins vous pourrez manger... des frites, ce qui permettra du même coup aux producteurs de pommes de terre d'écouler leur production. Et de deux ! Plus de crise agricole !

Autre tarte à la crème, le partage du travail et des revenus. Si l'on peut être d'accord sur le partage du travail, bien que ça ne soit pas si simple qu'il le paraît à première vue, il est bien évident qu'on ne peut accepter un partage des revenus qui se traduirait par une perte de pouvoir d'achat. Ce n'est pas comme ça qu'on fera repartir la machine. Il faut trouver autre chose.

Le "meilleur économiste de France", Raymond Barre, a, lui, bien évalué la situation : *«Le problème du chômage ne se résoudra pas par l'alternance. C'est un problème de société et il faudra bien dire que tous les gouvernements — quelle que soit leur couleur — s'attaquent à ce problème, non pas avec des mesures qu'ils considèrent compatibles avec leur idéologie, mais en fonction des transformations profondes qui sont en train de s'accomplir aujourd'hui dans l'économie et dans la société et qui modifient la forme du travail.»*

Nous ne pouvons que partager son point de vue puisque c'est le nôtre depuis de nombreuses années. Le problème du travail est devenu un problème culturel avant tout. C'est en faisant prendre conscience aux "élites" de cette transformation qu'on pourra les amener à concevoir qu'il peut exister d'autres remèdes à la crise que ceux qu'ils nous proposent. Ils pourront peut-être alors redevenir crédibles !

1992 : un joli bilan planétaire !

par André Prime

1. A l'Ouest, ça se "GATT"

“**A**insi il n'aura fallu que deux mois pour que Philippe Séguin ait raison : le "non" l'a finalement emporté le 20 novembre, après qu'une illusion comptable nous ait fait croire à la victoire du "oui" le 20 septembre” écrivait J.M. Colombani dans le Monde du 24 novembre. Humour noir ? Plutôt vue éclairante de la réalité.

Mais ce qui me choque le plus, c'est que, dans les mêmes actualités télévisées, on peut voir une séquence montrant des enfants somaliens qui semblent sortir de camps de concentration ; et la séquence suivante portant sur le GATT, la PAC, où il n'est question que de limitation de la production du blé, de la viande, des superficies cultivables, **sans que jamais le moindre lien, le moindre parallèle soit établi entre les deux aspects de ce double scandale.**

Le productivisme a aussi gangrené l'agriculture : on abat des vaches laitières, on réduit les emblavures, puis à coup de soja et d'engrais, on augmente encore et encore les rendements. Si bien que deux ou trois ans après, on produit derechef ce qu'on ne peut pas vendre. Et Delors de s'écrier à nouveau : «L'Europe produit trop. Il faut réduire le nombre des exploitations d'un million à 700.000». Et il ajoute hypocrite : «Sans la Pac, c'est vers les 300.000 exploitations que nous serions allés». Or, PAC ou pas PAC, les experts sont d'accord pour dire qu'à l'horizon 2000, la France ne comptera plus que 300.000 exploitations.

Et pendant ce temps-là, la brave Ségolène Royal lance des appels à la protection de la France agreste, alors que les lois du marché conduisent inexorablement à sa désertification. Mais le mal ne s'arrête pas là : en pillant le tiers-monde, en faisant, dans les Bourses occidentales, chuter les cours (cf café, cacao, bananes antillaises, etc...) les pays riches se rendent-ils compte que la planète est en train d'engendrer **la bombe de la pauvreté ?**

“Mon objectif, c'est qu'il n'y ait plus de chômeurs de longue durée au premier novembre prochain”. C'était signé Bérégoovoy, le dix mai dernier, à l'Heure de Vérité (tout un symbole !). Ils étaient alors quelque 960.000. Ils étaient 889.000 fin septembre. Et encore, la différence, pour l'essentiel, vient-elle du “nettoyage des fichiers”.

Fin novembre, en données brutes, le cap des trois millions de chômeurs était franchi... malgré la déclaration martelée par Bérégoovoy au printemps jurant qu'on ne franchirait pas ce cap ! (1)

Les entreprises n'en finissent pas de débaucher. Nous avons pris l'exemple français, mais le phénomène est mondial.

En Allemagne, les faibles croissances de 1992 et 1993 (prévisionnelles), 0 à 1 %, font que dans la majorité des

secteurs, on s'attaque à de nouvelles “restructurations”, c'est-à-dire regroupements, investissements pour encore plus de compétitivité, et donc “dégraissage” (ce terme “technique” horrible qui montre bien que le capitalisme considère vraiment les ouvriers comme du matériel). «Pour les mois à venir, on attend 20.000 suppressions d'emplois dans la chimie, 20.000 dans la sidérurgie, 10.000 dans les fonderies et pas moins de 200.000 dans l'automobile» (2). Robotisation maximale !

Martine Aubry, interrogée sur France 2, le 2 décembre, annonçait 40.000 licenciements en novembre. Elle tentait de défendre les bienfaits des CES (contrats emploi-solidarité) pratiquement à la seule charge de l'Etat qui procurent aux bénéficiaires - souvent pour un temps limité - quelque 2.400 F/mois. Pendant ce temps, ils ne sont pas comptabilisés comme chômeurs. Pour accentuer son action, M. Aubry a annoncé qu'elle allait embaucher 400 personnes à l'ANPE. En somme, c'est la seule source d'embauche à l'heure actuelle...

Comme on le voit, l'Europe sociale est en marche.

2. A l'Est, le boomerang

Ah, les dithyrambes qu'on a pu lire ou entendre pour saluer le retour des pays de l'Est à la liberté, à la démocratie ! Mais où sont passés ces lendemains qui devaient chanter ? Notamment avec l'aide des “démocraties occidentales” bien décidées - foi de libéraux - à tout faire pour effacer les affres du communisme...

Il est bien évident que les pays de l'Est ont besoin de devises fortes qu'ils ne peuvent se procurer qu'en vendant “à l'Ouest”. Or ce n'est pas évident. Les exportations agricoles ont dû être freinées, face à la colère de nos paysans. Quant à l'industrie, prenons un exemple pour illustrer la situation. La Commission de Bruxelles a fini par céder aux pressions des industriels de l'Ouest en prenant des mesures à l'encontre de l'importation de tubes d'acier en provenance de Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie et Croatie. Elle a établi des “droits compensatoires” allant de 11 à 30 %. Nos industriels avaient dû subir depuis un an et demi des baisses - donc des manques à gagner - de 10 % sur les marchés européens. Vous aviez dit “libéralisme” ? 50.000 emplois dans la sidérurgie sont menacés en Europe de l'Ouest.

Difficile apprentissage des “règles” de l'économie marchande pour les ex-pays du “socialisme réel”. N'a-t-on pas vu récemment la Lituanie, fer de lance des pays baltes dans leur lutte pour sortir de l'URSS et du communisme, voter massivement, moins d'un an après le triomphe de Landsbergis, pour les ex-leaders communistes, le Parti démocratique du travail (3) ? Un reportage effectué auprès des “acheteurs” dans un grand

magasin de Moscou, début décembre, était éloquent. Il y a peu, ils étaient tous contre Gorbatchev. Les voilà aujourd'hui montés contre Eltsine. Tous les pays de l'Est connaissent une chute de production énorme, une inflation galopante (20 % par mois à Moscou), le chômage, sans compter les petits cadeaux incontournables de l'économie de l'argent : prostitution, drogue, mafia, crimes, pornographie, etc...

A cette situation socio-économique déjà lourde de dangers, les pays de l'Est éclatés - URSS et Yougoslavie - ajoutent guerres territoriales ou ethniques, souvent confondues. Ne revenons sur la Yougoslavie que pour dire notre crainte que la guerre civile se prolonge et s'aggrave, voire s'étende à la Macédoine par exemple, à la province serbe de Sandjak où vivent 200.000 Musulmans, ou au Kosovo.

Quant à l'ex-URSS, on y dénombre au moins sept conflits permanents, et au moins autant de zones de tension. Conflits : Arménie-Nagorny-Karabakh ; Géorgie (où règne l'ancien ministre de Gorbatchev, Chevarnadzé)-Abkhazie ; Ossétie du Nord-Ossétie du Sud-Tchétchénie (république russe ayant proclamé son indépendance) ; Tadjikistan...

La Yougoslavie et plus récemment la Somalie occupant le devant de la scène, les conflits de l'ex-URSS ne fournissent guère de scoops ; et pourtant ils sont meurtriers et destructeurs. Boomerang !

3. Autres regards sur le bilan 92

. **Exit Bush.** Avec le départ de Bush s'achèvent les douze années de l'ère reaganienne qui auront fait tant de mal à l'Amérique et au monde. Le néo-libéralisme, la déréglementation ont bouleversé le globe pour aboutir à la doctrine du Nouvel Ordre Mondial. La guerre, c'est tout ce qu'aura su faire Bush pour avoir la cote. Dès qu'on revient à l'économie, c'est un désastre. Espérons que le démocrate Bill Clinton et son second écolo feront autre chose pour l'Amérique et notre planète, inquiète et inquiétante.

. **1492.** Christophe Colomb n'a guère fait recette en 1992. Nul n'a osé faire du 500ème anniversaire de la découverte de l'Amérique la grande célébration qu'elle aurait méritée, n'était l'épouvantable comportement des colons : massacre des Indiens par millions (4), réduction en esclavage, mains coupées, pillage, destruction de civilisations millénaires, évangélisation forcée... Le Pape se serait grandi en s'agenouillant, tel Willy Brandt à Auschwitz, pour demander solennellement pardon pour tant de massacres. Il a trouvé, comme Georges Marchais jadis, le bilan "globalement positif".

Un peu court, non ?

. **Galilée.** Enfin réhabilité par l'Eglise après 539 ans dont treize de réflexion d'une Commission pontificale : pas moins, pour une chose aussi évidente ! Comme pour la découverte de l'Amérique, Jean-Paul II a été très ambigu : «*Le savant a eu le tort de refuser la suggestion qui lui était faite de présenter comme une*

simple hypothèse le système copernicien... Les juges ont sincèrement pensé que la diffusion des théories coperniciennes pouvait affaiblir la tradition catholique». Soit. On pouvait ne pas être d'accord avec de nouvelles théories scientifiques. Mais ce que ne dit pas le Pape, c'est que si Galilée ne s'était pas rétracté, il eut subi le sort de Giordano Bruno, 15 ans plus tôt : le bûcher. Treize ans de réflexion n'étaient pas nécessaires pour avoir ce courage élémentaire.

. **Sang contaminé.** Un mot seulement pour dire le poids du fric dans cette honteuse affaire. En plus de "l'affaire Garetta", il y a l'affaire des laboratoires Meyrieux, vite oubliée (parions qu'il y aura non-lieu), qui ont vendu à l'étranger leurs stocks bien après qu'ils eurent été informés : la Grèce, l'Espagne... accusent. Et en Allemagne : même problème. On "découvre" que les laboratoires ont écoulé leurs stocks alors qu'ils savaient... Rien n'arrête le profit : voir John Major et l'Amérique continuant à vendre des armes sophistiquées après l'embargo. Tout cela est vite étouffé. Les marchands de mort, même au plus haut niveau, sont inattaquables et solidaires.

. **Somalie (s).** Pour terminer ce rapide coup d'œil planétaire 1992, notons la réflexion désabusée de Pierre Joxe, invité de *France 2*, le 5 décembre : «*Des Somalie (s), il y en a une trentaine dans le monde*».

Un tout petit soleil dans le bilan 1992 : pour la première fois, il y a eu une grève simultanée au niveau européen, en l'occurrence, celle des cheminots. Même si elle fut timide, elle montre une des voies à suivre.

Les quelques faits ou réflexions sur le bilan de l'année qui s'achève ne sauraient nous décourager. Aussi, optimiste raisonnable, envers et contre tout, je me fais le prote-parole de toute l'équipe de la *Grande Relève* pour dire à ses lecteurs :

Bonne Année 1993 !

— —

(1) Rappel du "cap des deux millions" : «*la ligne de crête des deux millions de chômeurs ne sera jamais atteinte*».

Signé P. Mauroy, 1982.

(2) *Le Monde*, du 2 décembre

(3) «*Dans ce pays qui était la République la plus industrialisée et la plus riche d'URSS, les réformes précipitées introduites par M. Landsbergis ont entraîné la multiplication par vingt du prix des denrées, une chute de la production industrielle et une explosion du chômage. Dans les villes, en ce début du rude hiver baltique, le chauffage est réduit au minimum et une grande partie de la population vit sans eau chaude. Dans les campagnes, la privatisation des terres se solde par la mise au chômage des deux tiers des salariés des anciennes fermes d'Etat et une baisse de moitié de la production agricole*».

I. Ramonet. *Le Monde Diplomatique*, de décembre.

(4) Voir *Grande Relève* n° 904, octobre 1991. Indiens tués ou morts de maladies importées : entre 60 et 100 millions.

Au Mexique, par exemple, 95% de la population autochtone disparaît en 60 ans.

Voici quelques extraits d'un texte que nous a transmis un spécialiste des questions agricoles. Ils nous montrent que leur auteur, même s'il ne va pas jusqu'à proposer clairement une solution distributive, au moins fait une analyse objective et pose les vraies questions.

Chômage des terres et des hommes : un choc culturel

par François Plassard

La croissance de la productivité du travail des agriculteurs a permis la conquête de l'autosuffisance alimentaire de l'Europe en même temps qu'elle a fourni en main-d'œuvre (exode rural) l'industrie. Pour les chercheurs, les principes qui ont animé cette expansion sont ceux de la division industrielle du travail appliquée à l'agriculture. Pour les agriculteurs, c'est le modèle productiviste intensif, le toujours plus de la fuite en avant.

On peut comparer ce demi-siècle d'histoire, accéléré par les lois de programme 1960-1962 (E. Pisani - CNJA - JAC) à une sorte d'explosion (nucléaire) dont les principes fondamentaux sont : la séparation, l'éclatement, la division, la spécialisation. Cette explosion a été amplifiée en Europe par des prix soutenus par le contribuable pour un montant globalement équivalent à leur revenu, les 20 % d'agriculteurs productivistes s'accaparent ainsi 80 % de l'aide.

La croissance de la productivité du travail industriel a été rendue possible par un nouvel exutoire pour la main-d'œuvre : la société du tout service. La révolution technologique, réponse à la compétition étendue à l'échelle mondiale, qui met en synergie les technologies de la commande (robots) et les technologies de l'information (informatique-télématique) va accélérer l'expansion-explosion sur les mêmes principes de division du travail. Keynes, économiste de renom nous avait prévenu en 1936 dans *"lettre à mes petits-enfants"* que la dynamique du capitalisme arriverait à un seuil quand les nouveaux services créés (petits boulots) deviendraient des substitutions négatives de transferts d'échanges non marchands vers des échanges marchands, plongeant ainsi le monde occidental dans une *«dépression nerveuse collective nécessitant une mutation culturelle»*.

En agriculture comme dans l'ensemble de la société industrielle, l'expansion-explosion nous a amenés à un seuil au-delà duquel les efforts vertueux de la croissance deviennent globalement contreproductifs (externalités sociales, d'environnement... coûteuses). L'explo-

sion, ou la croissance identifiée bizarrement au développement, peut s'apparenter à un incendie qui aurait épuisé ses propres combustibles.

La particularité du franchissement d'un seuil est le changement de logique dans le mode de production et le mode de répartition-redistribution de la richesse collectivement créée. Franchir un seuil, c'est comme pour la chenille devenir papillon, soit mourir à une réalité pour renaître à une autre en acquérant de nouvelles propriétés. Sinon le chômage des terres se combinant au chômage des hommes, aboutissement de l'expansion, sera l'ultime violence d'un îlot de richesse menacé par un océan de misère physique, morale, mentale.

La naïveté serait de croire qu'un changement de logique s'apparente à une adaptation de la grande mécanique avec quelques tuyaux de plus de redistribution de richesse des riches encore non exclus vers les précaires et les pauvres exclus du système productif. Car toute logique est liée à une vision particulière du monde dont dépend son mode de pensée, ses systèmes de valeur, dont dépend son mode d'organisation et ses mécanismes de pouvoir.

Les embryons de mutation pour peu qu'on sache les voir sont par exemple le dépassement de la pensée *"scientiste"* (binaire) par le mode de pensée *"complexe"* (Edgar Morin), de plus en plus présent dans les pratiques de développement local et territorial d'intercommunalité et de démarche de qualité nées dans les zones rurales marginalisées par la croissance-expansion. A la ville, la réflexion qui émerge sur le revenu du citoyen lié à un partage du travail fait écho à la tentative de la nouvelle PAC de mieux étaler le droit à produire pour sauver les équilibres sociaux et environnementaux de territoires ruraux.

Et si le monde rural, proche des fonctionnements de la vie, un mode d'organisation qui a fait ses preuves, prenait une longueur d'avance sur cette mutation culturelle à ses différents niveaux ? Pour cela, il faudrait des lieux de parole libre qui ont manqué, tant cette parole a été subtilement et longtemps confisquée par les idéologues de l'expansion-explosion.

Le témoignage suivant nous vient "du terrain". Son auteur lutte au coude à coude dans le quart-monde.

Pauvreté et habitat

par Roger Lieutet

Sur le plan politique, la justice n'appartient ni à la droite, ni à la gauche et dans toutes nos démarches, à quelque niveau que ce soit, nous ressentons un sentiment d'impuissance sur les causes profondes.

La crise de l'emploi, notamment, remet tous les critères d'appréciation en question. La compétition économique nationale et internationale touche les plus qualifiés : le système d'éducation, de formation. Que dire de ceux que la société marginalise par défaut de qualification, de "normalisation" selon ces critères dépassés... ? Il faut également prendre en considération la responsabilité familiale et son environnement. Or, dans le système actuel, si un problème sociologique est soumis aux pouvoirs responsables sans que soit préalablement établi un rapport de force, celui-ci n'est jamais pris en compte jusqu'à ce que le phénomène irréversible de la violence et de la marginalisation se produise, légitimant le système pénitentiaire qui n'apporte aucune solution et détraque le système social et économique.

Dans le système actuel, ce sont les maillons les plus faibles qui sont matraqués. Compte tenu de nos démarches, engagées il faut le souligner, depuis plusieurs décades, auprès de l'administration française, il faudrait que celle-ci accepte un plan d'insertion, de formation des jeunes de 16 à 20 ans, ceci à commencer par les plus démunis, les plus vulnérables au plan social : chômeurs, enfants de familles à faibles revenus, qui sont, nous l'avons vécu, les plus fidèles clients de nos asiles et de nos prisons.

Dans cette perspective, où placer le problème du logement ? Il est, nous insistons, un problème de justice distributive, car celui-ci, quoi qu'on en dise malgré toutes les expériences, constitue un problème de classe, de

revenus. Il est un facteur de paupérisation, d'injustice, de violence. L'absence de fixation sociologique, famille, quartier, travail, culture, suscite des errants de plus en plus jeunes, du fait du sentiment de frustration et d'inutilité qui en résulte.

Une action sur les causes ne se révèle qu'à longue échéance, alors que nos interventions, nos démarches permettent de juguler lentement les effets. Efficacité et bonne volonté sont sans cesse remises en question par les autorités responsables. Il faut faire sortir la pauvreté de son milieu et supprimer les mécanismes d'isolement, d'assistance qui aggravent les effets.

Dans notre société dominée par une culture de classe, donc une culture opprimée (impossibilité de penser à l'avenir qui est une manière de vivre dans un milieu donné, imposé ou accepté), il faut nous organiser pour aider la personne exclue à trouver son autonomie.

De nombreux moyens sont proposés grâce au mouvement associatif qui commence heureusement à obtenir ses titres de créance auprès des pouvoirs publics : aide matérielle, immédiate et temporaire, encore que le côté prévention soit pratiquement inexistant.

En développant les liens de solidarité qui effacent, dès le départ, les risques de racisme notamment, nous contribuons à supprimer les handicaps socio-culturels qui engendrent l'insécurité, la peur. La culture, pour nous, est une manière de s'exprimer, c'est aussi apprendre à aimer l'autre, car celle-ci ne se trouve pas au seul niveau de la tête, mais aussi au niveau du cœur. Il y a une France qui connaît la valeur de l'accueil, de la générosité, de la solidarité, mais on ne la découvre que lorsque tous les clivages de classe, de milieu, d'argent sont neutralisés. Le corps, l'esprit, le cœur mènent à l'épanouissement vers l'autre.

Les appels à la solidarité

C'est le maître-mot de toutes les doctrines dites "sociales" cantonnées dans un frileux réformisme. Celles-ci s'expriment dans une série de vœux dont il reste à financer la réalisation. Et chacun de touiller la même soupe. S'agit-il de l'Etat ? Les membres de la collectivité concernés par le prélèvement fiscal participent alors bon gré mal gré aux transferts décidés à un niveau gouvernemental. S'agit-il d'organisations privées ? Les transferts sont ici plus sélectifs, tant en raison du volontariat auquel il est fait appel en matière de dons ou prestations, que par le libre choix des programmes d'aide ou celui des personnes assistées. Il est clair toutefois que l'essentiel des dons collectés provient des milieux généralement fortunés relevant des professions indépendantes, libérales, industrielles ou commerciales. N'ayons pas la naïveté d'imaginer que ces gens-là, férus d'individualisme, puissent se dessaisir durablement d'une part de leur avoir en faveur des classes démunies alors que, maîtres de leurs prix, il leur est facile de les majorer dans une certaine mesure, reportant ainsi sur leur clientèle le soin de pourvoir à leurs libéralités....

Origine analogue pour l'argent que recueillent les Fondations associées aux grandes firmes jouant à cache-cache avec le fisc en toute légalité et impunité. Ces transferts au nom de la solidarité s'alimentent, en dernière analyse, sur les seuls consommateurs à revenus fixes, rançonnés au fil de leurs achats, tandis que les privilégiés de l'autorémunération en réchappent. En fait, les bonnes âmes qui vont prêchant la solidarité écartent d'emblée l'hypothèse que la "règle du jeu" puisse changer, que les revenus cessant de se former au hasard plus ou moins "dirigé", des impacts d'un flux monétaire, épousent tout simplement la réalité d'une production dont le volume, depuis un siècle, s'est vu multiplié par plus de 1.000 sans que, pour autant, la condition des plus pauvres ait été notablement améliorée.

La solidarité n'est que caricature lorsque le cadre économique dans lequel elle s'exerce impose la compétition sauvage, la mise à mort du concurrent, la course à l'argent qui fait de chacun le rival de l'autre dont il guigne le revenu pour former le sien.

Henri Muller

Et voici le témoignage d'un ancien chômeur solidaire qui a réfléchi... et qui aboutit à nos propres conclusions (sans toutefois se poser la question de la compatibilité de ce qu'il propose avec les règles financières actuelles).

Pour de nouvelles règles du jeu

par François Drassal

La guerre économique pour conquérir des parts de marché solvable, sur ceux qui peuvent encore jouer la comédie, est mondiale. De la même manière, la mise en place du précédent système technique, qui a installé dans ses fondements la société industrielle, a généré des guerres physiques mondiales pour stabiliser sur leur territoire les limites des Etats Nations, cadres nécessaires à l'accumulation du capital industriel (de telles guerres résiduelles perdurent néanmoins).

Théoriquement la guerre s'arrête quand un des joueurs a pu déclarer, "échec et mat" aux derniers des survivants. Soit imposer son hégémonie. La réalité peut être moins glorieuse : «e vainqueur étant celui qui meurt le dernier».

Une autre issue à la guerre peut être envisagée. Mais elle est moins évidente, car elle fait appel à un processus de changement auquel nous sommes culturellement mal préparés. Elle consiste à signifier aux autres joueurs que, sans perdre de positions dans le jeu, nous inventons en même temps un nouveau jeu autrement plus passionnant. Quel pourrait être ce nouveau jeu ?

Celui où le temps de travail (temps contraint), qui se raréfie au point d'être devenu globalement et quantitativement inférieur au temps libre (INSEE), n'est plus le seul critère d'accès aux richesses solidairement créées. Le revenu des citoyens d'un pays ne serait plus alors étalé sur seulement le temps de travail, mais sur le temps tout court : le temps d'existence d'un individu de la naissance à la mort. Parce qu'un individu consomme des biens nécessaires à sa survie et à sa vie citoyenne, en dehors de son temps de travail (nourriture, logement, formation...), il semble légitime de lui donner un revenu (pour ce temps hors travail), le même pour tous, qui s'ajoute au revenu de son travail. Alors que la productivité du travail d'une société est de moins en moins le fait de facteurs isolés, mais de plus en plus celui d'une solidarité interactive entre tous ses membres, pourquoi allouer les fruits de cette productivité aux seuls citoyens qui ont encore la chance d'avoir un travail ? L'essentiel du coût d'un nouveau produit ne se situe-t-il pas en amont de la chaîne de production robotisée : dans la recherche scientifique et technologique, laquelle est le fruit d'un effort essentiellement collectif par son financement (1), plus que de celui d'une entreprise en particulier chargée d'en appliquer ses résultats ? Ce revenu particulier, rendu nécessaire par le remplacement du travail humain par les robots, est le revenu du citoyen ou "Basic income" indexé sur la productivité du travail de son pays d'appartenance.

.... Ce chèque du citoyen cumule des vertus de l'ordre du macro économique et du micro économique :

- il permet d'éviter un effondrement de la demande par exclusion des joueurs du système productif et réoriente qualitativement cette demande (de manière non inflationniste !),

- il stimule le partage nécessaire du travail, déconcentre la ville, diminue les dépenses de "mal-être", en signifiant un changement qualitatif de "déconsommation" déjà amorcé : les valeurs de l'être prennent le relais sur les valeurs de l'avoir,

- il redynamise la vie associative et la société civile bien déprimée et donc le fonctionnement de la démocratie.

Commencer par les publics les plus démunis et le monde rural pour en faire un jardin de la diversité et de l'art de vivre, plutôt qu'un désert, serait le plus judicieux, avant de le généraliser à tous.

— — —

(1) NDLR. A notre avis, ce ne sont pas les seuls efforts financiers qui ont produit les résultats de la recherche scientifique.

L'Europe de l'honneur

On n'entend parler que des droits, droits de l'enfance, droits de l'homme...

C'est le comble de l'hypocrisie !

Vouloir parler des droits de l'homme quand on tolère depuis longtemps des chômeurs et des sans revenus ?

La reconnaissance des droits de l'homme, c'est avant tout la reconnaissance des droits économiques pour tous !

Oui, je le redis, l'Europe des chômeurs sera l'Europe du déshonneur, un affront au monde entier

Alors vite, il est plus que temps : le social avant toute chose si l'on veut l'Europe de l'Honneur !

Albert Chantraine

Dans un trou de souris

par Henri Muller

D'une présentation soignée, clair, concis, ce "Dictionnaire des idées reçues" (1), agrémenté de commentaires critiques, englobe, au long d'une centaine de très courtes chroniques, l'essentiel de l'enseignement économique classique rendu accessible au vulgum pecus. Il constitue une introduction originale à cette pseudo-science à laquelle se réfèrent, pour l'approuver ou pour la combattre, une nuée de compilateurs et d'exégètes encombrant les médias de leur insupportable caquet.

Les rédacteurs du "dictionnaire" ont pareillement puisé dans toutes les ratatouilles dont on abreuve le bon public et rares sont leurs propos qui n'évoquent le déjà lu ou entendu ici et là. Du moins leur saura-t-on gré de cette charge sabre au clair sur des cibles réputées inviolables. On retiendra tout particulièrement parmi celles-ci : le libre échange, l'efficacité de l'économie de marché, le "théorème de Schmidt", le capitalisme, avenir de l'humanité, la croissance pourvoyeuse d'emplois, la monnaie forte, le miracle japonais, la publicité, les statistiques, la protection des consommateurs, les banquiers, la Bourse, le partage du travail, la loi de l'offre et de la demande, la relance pour la consommation, l'équilibre budgétaire, l'hypocrisie américaine en matière de libre échange. Et puis, quelques autres salves bien ajustées sur "l'emprunt Giscard" et "la rente Pinay" qui aura coûté au Trésor, cent fois ce qu'elle avait rapporté. Mais d'autres mythes subsistent, peu faciles à déboulonner par nos imprécateurs qui se bornent, le plus souvent, à enfoncer des portes ouvertes ou s'efforcent de justifier leur critique par un argumentaire parfois tiré par les cheveux, assez peu convaincant.

Il en va ainsi à propos du chômage, de l'emploi qui, selon eux, ne serait pas affecté par la délocalisation des productions dans les pays à bas salaires, des ventes d'armes dont la collectivité assure les faux-frais, explique l'auteur, qui entend négliger les immenses profits individualisés que ces ventes ont pour but principal de former, leur incidence sur l'emploi et leur rôle de soupape aux surplus industriels et miniers bénéficiant de débouchés étatisés. Le tir manque pareillement son but avec les problèmes de retraites, abordés très classiquement, comme s'ils pouvaient se régler dans le cadre des structures économiques et monétaires actuelles, hors d'un changement de société radical faisant appel à l'usage d'une monnaie de consommation nécessaire à l'éradication du profit, déchirant le voile monétaire qui nous dissimule l'étendue physique d'un potentiel de richesses à partager entre tous...

La "crise" ? Elle ne date pas de vingt ans. La submersion du marché dans des secteurs rendus vulnérables par l'insuffisance de débouchés en est la cause. "L'abondance tue le profit". Un adage d'une constante

actualité qui confère tout leur sens aux politiques malthusiennes des Etats. Mais à l'abondance, mot chargé de maléfices, proscrit du vocabulaire conforme aux usages, l'auteur a substitué un euphémisme moins agressif aux bonnes consciences : la saturation de la norme de consommation...

"La machine libère les hommes"? Un argumentaire inspiré de l'analyse marxiste s'efforce de réfuter le propos chargé d'ambiguïté. Ignorance ou négligence, la voie royale du loisir cultivé, approvisionné, qu'ouvrirait l'usage d'une monnaie de consommation dissociant le revenu de la durée du travail, n'intéresserait donc personne ? Ne peut-on produire plus en travaillant moins ?

L'écologie reste la bête noire de maintes et maintes entreprises visant le profit à court terme, condition de leur survie. Proches des milieux écologistes, les auteurs du dictionnaire se devaient d'apporter la démonstration que l'écologie n'était pas un frein au développement économique. Pris dans une souricière, ils se débattent en vain avec le long terme pour déboucher sur une conclusion toute bête plus ou moins suggérée : polluons sans remords puisque la dépollution est source de profits...

De quoi rentrer dans un trou de souris !

(1) Sous la direction de Dominique Sicot (Ed. Syros)

Souscription permanente

Pour que vive la Grande Relève

A. Prime 200 - J. Dancoisne 30 - S. Faure 105 - G. Capeyron 30 - A. Ouillon 30 - M. Bellet 80 - A. Robin 80 - Princivalle 130 - E. Demari 50 - R. Bruguières 130 - Mme Lahens 300 - A. Richard 80 - A. Chantraine 545 - P. Herdner 170 - P. Orliange 455 - R. Pellerin 50 - Sprintz 30 - A. Met 50 - L. Fouret 80 - R. Baglin 30 - A. Aubin 50 - J. Rabattu 80 - J. Robert 30 - P. Le Nin 80 - J. Emery 300 - M. Doubre 80 - R. Ganot 200 - G. Jullien 80 - R. Boudot 50 - M. Rebierre 30 - P. Béné 105 - R. Chanudet 200.

Total 3.940 F.

Merci à tous !

Conférences- débat

tous les mardis à 18 h.30

"Le nouvel ordre (ou désordre) mondial"

Cycle de conférences
de Michel Beaud

Salle Richelieu
de la Sorbonne
75005 Paris

*

Lundi 18 janvier 1993 à 19 h.30

"Europe économique" par René Marlin

Salle de la Libre Pensée
10, rue des Fossés Saint-Jacques
75005 Paris

*Encore une fois, la quatrième, au moment de
mettre sous presse, nous déplorons de n'avoir
toujours pas reçu le texte de l'intervention de
Patrick Viveret*

au congrès de BIEN.

*Mais Y. Bresson et les organisateurs de ce
congrès à Saint-Maur nous ont formellement
promis de nous le faire parvenir.*

Ce sera sûrement pour cette année.

Le capitalisme dans tous ses éclats

texte, en une brochure de 44 pages,
de la conférence faite par

André Prime

au club "Défense de l'Homme"
le 18 mai dernier (voir notre N° 912)
pour mieux comprendre le
"nouvel ordre mondial"

issu de l'effondrement des pays de l'Est.

Prix : 25 F, franco

bloc-notes

associations et revues

*

G.L.E.D

*Groupe Liégeois
pour l'Economie Distributive*
a publié la brochure
"Muter ou chuter"
et diffuse livres et journaux
distributistes en Belgique.
L. Gosset, 21, rue Charles-Hansez
4630 MICHEROUX Belgique

*

EVASIONS

*publiée par l'Age du Verseau
"Pour une nouvelle
conscience planétaire"*
103, Résidence Garderose
33500 LIBOURNE

*

TRANSVERSALES Sciences/Culture

29, rue Marsoulan
75012 PARIS

*vient de publier son troisième
numéro spécial, intitulé:*

Garantir le revenu

*prix pour les abonnés de la GR
s'adressant au journal: 100F, franco.*

*

FRAGMENTS

*Lettre mensuelle alternative
de recherche créditiste*
5, passage Fontaine-del-Saulx
59800 LILLE

*

TAM - TAM

33, rue de Rénipont
1380 OHAIN
Belgique

*

LE PUBLIPHOBIE

56 bis, rue Escudier
92100 BOULOGNE

*

AGIR ICI

pour un monde solidaire
17, place de l'Argonne
75015 PARIS

*

A CONTRE-COURANT syndical et politique

4, rue des Iris
52100 SAINT-DIZIER

*

Mieux répartir le travail

« Il a eu la société du muscle, puis celle de la machine. Nous vivons aujourd'hui la société de l'intelligence et du cerveau » a déclaré Pierre Arnold lors d'une réunion du Business-Club Genève, sorte de forum des dirigeants et des hommes d'affaires romands.

« Que faire ? » s'est demandé P. Arnold, en évoquant la croissance du chômage, mais aussi les gains constants d'efficacité et de productivité qu'impliquent les nouvelles technologies. « Diminuer le temps de travail » a-t-il répondu sans ambages.

... Une année compte 8.760 heures, et parmi celles-ci, 2.000 environ sont consacrées au travail. Selon P. Arnold, c'est beaucoup trop. On devrait, selon lui, arriver à 1.500 heures par année, voire plus bas. A son avis, le temps ainsi économisé pourra être consacré à la formation, à l'instruction, à la culture et aux loisirs.

... Les déclarations de P. Arnold montrent le chemin parcouru par cette idée. Il y a quelques années, lorsque le sociologue et philosophe français André Gorz montrait la nécessité de ramener la durée hebdomadaire du travail à trente, voire à vingt-cinq heures, on le traitait pratiquement de fou dangereux. Mais depuis, des milieux toujours plus larges ont constaté qu'une part importante du chômage a des origines structurelles, et que le partage du travail est l'une des armes qui permettra de l'éliminer, selon des modalités qui restent bien sûr à définir. En Europe, plusieurs organisations syndicales suivent désormais cette voie. En Allemagne, l'IG Metall marche vers les trente-cinq heures. En Suisse, cette revendication prend d'autant plus de poids qu'avec 1.870 heures par année, nous sommes parmi les plus grands bouseurs du monde occidental. Pour inverser la tendance, toutes les bonnes volontés sont les bienvenues. Celle de P. Arnold en premier lieu !

J.C. Benwald

(extrait du journal "La lutte syndicale de Neuchâtel", Suisse, envoyé par R.L. Junod)

Délocalisation... payante

Audi, filiale de Volkswagen, va licencier 3 à 4.000 personnes en Allemagne Occidentale, mais investir un milliard de francs... en ex-RDA ? Vous n'y êtes pas : en Hongrie, car les coûts de production y sont encore moins élevés qu'en ex-RDA. Merveilleux civisme en faveur de la réunification !!!

(Courrier International, 3-9 décembre)

L'Europe

Sur les trois pays qui se sont prononcés par référendum, deux ont dit "non". - Danemark, Suisse (qui ne fait pas partie des 12) - et le troisième, la France, a dit "oui" avec 1 % de voix de plus que "non". C'est pourquoi, tous les autres pays ont choisi la voie plus sûre, la

voie parlementaire pour ratifier Maastricht. Dans l'ensemble, les parlementaires votent massivement "oui". Peut-on affirmer que l'Allemagne, avec le climat actuel qui y règne, eût voté "oui" par référendum ? C'est peu probable. En Angleterre, même le Parlement n'est pas "mûr" et voterait aujourd'hui "non". Alors on attendra quelques mois.

PKK : pas de voix qui s'élève

Ces derniers mois, 4.000 morts parmi les combattants du PKK ? (Parti communiste kurde de Turquie). Les troupes turques ont poursuivi ces combattants jusque sur le territoire irakien occupé par les Kurdes, sans qu'aucune voix "autorisée" dans les pays ou institutions occidentales ne dénonce ce massacre. Toujours deux poids, deux mesures.

Déontologie... démocratie

« Michèle Cotta quitte TF1 contre son gré » ; autrement dit elle est virée. Pourquoi ? Selon le journaliste de Libération, Kieffer, parce qu'elle aurait tenté d'introduire un brin de déontologie, notamment pour les journalistes de TF1, de ne pas accepter de cadeaux de plus de 1.000 F. PPDA, grand bénéficiaire des largesses de Botton (Seychelles, etc...) se serait senti visé et aurait en quelque sorte imposé à P. Lelay, le PDG, l'alternative : c'est elle ou moi. Week-end tendu. Le 7 décembre, la cause est entendue. Cotta est sacrifiée. PPDA, malgré toutes les casseroles qu'il traîne, peut encore frapper...

Mais attention, le vent peut tourner ! Attendons la suite.

(Selon France-Inter, 8 décembre)

Chômage

Débat sur France-Inter à 19 h.15 (Le téléphone sonne), le 7 décembre, avec des représentants du Ministre du Travail remplaçant Martine Aubry, empêchée. Des auditeurs expriment leur cas, dramatique. Un architecte, travaillant dans un cabinet, licencié depuis huit mois, a répondu à 3.000 demandes. Sans succès : la seule proposition "sérieuse" qu'il ait eue, c'est à 6.000 frs par mois !!! On lui dit : "Vous mettez vos diplômes de côté".

Un représentant du Ministre du Travail précise : "L'ANPE reçoit en moyenne chaque jour sur la région parisienne 1.600 cadres supérieurs (HEC, Sup de Co, Polytechnique...) de 40/45 ans, mariés, pères de famille, qui ont été licenciés et ne trouvent pas de travail. Il est vrai qu'en 1991, le chômage chez les cadres, avait progressé de 26/27 % ; en 1992, il aura progressé de 30 %." Où allons-nous, Tous ? Cela fait penser à La Fontaine, dans "Les animaux malades de la peste" : "Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés".

(suite page suivante)

Société duale sur le vif

France-Inter 10 décembre. Le speaker annonce que Michèle Cotta, virée de TF1, avait fait savoir qu'elle avait bien touché ses 24 mois d'indemnités de licenciement (soit, précise le speaker, entre 4 et 5 millions). Car, ces hyper-salariés (200.000 F/mois) font coup double : en cas de licenciement, leurs indemnités sont famineuses et leur permettent de "voir venir" ... Rappel Garetta : 3 millions. Les chômeurs, les exclus, ou simplement les smicards, apprécieront.

Endettement

Voici, pour trois des pays les plus industrialisés, le PNB global, la dette (en milliards de francs) et le pourcentage dette-PNB (arrondi).

Pays	PNB	Dette	%
Etats-Unis	31.000	21.000	68
Allemagne	8.650	6.400	74
France	6.650	2.000	30

Emmanueli et le PS

Invité à l'"Heure de Vérité" du 15 novembre, Emmanueli a évoqué la réduction du temps de travail pour résoudre le problème du chômage. Il a même parlé d'une semaine de 4 jours. Quel chemin parcouru sous la pression des événements ! Dommage qu'il ne s'en rende compte (?) qu'à la veille de perdre le pouvoir. Il a cependant précisé que cela devrait être réalisé avec "diminution correspondante des salaires" (il va falloir parfaire son éducation économique) et avec des discussions au sein du G7.

Interrogé sur le programme du PS pour les élections, il a répondu : "Je le trouve bon, mais un peu palôt". C'est l'avis du troisième personnage de l'Etat et il est socialiste éminent.

(transmis par A. Prime)

Dans un article publié dans *La semaine du Val de Loire* le 3 décembre, l'auteur, un de nos lecteurs de Beaugency, Roger Boudot, fustige l'économie dite libérale et expose clairement l'essentiel de nos thèses. Un bon exemple à suivre...

Lettre d'un autre de nos lecteurs à P. Bérégovoy :

Monsieur le Premier Ministre,

Citoyen lambda, socialiste déçu après avoir, à plus de 60 ans, pendant des années, milité, distribué des tracts ou collé des affiches par tous les temps afin que des socialistes soient élus et dirigent le pays, je me permets, respectueusement mais démocratiquement, de

Cherbourg, le plutonium et les emplois

J'ai connu autrefois un Cotentin paisible, peu industrialisé, dont la population vivait de l'élevage des bovins. A l'ère nucléaire, les choses ont bien changé. Les événements récents ont attiré l'attention sur Cherbourg. Les écologistes se sont inquiétés, comme on sait, des dangers que représente, en dépit des propos rassurants dont on nous leurre, le transport d'une tonne et demie de plutonium vers le Japon. Nous aurions souhaité qu'au lieu d'être indifférente à leurs manifestations, la population locale les soutienne vigoureusement.

Cette résignation ne surprendra que les gens qui ne disposent pas d'une information suffisante. L'affaire du transport vers le Japon n'est qu'un épisode. La toile de fond est le lien qui existe, depuis longtemps déjà, entre le plutonium et la région de Cherbourg : la population approuve le nucléaire, parce qu'il lui procure des emplois.

Le Monde du 8 novembre 1992 apporte quelques précisions utiles, notamment sur le rôle joué, dans cette agglomération «où le taux de chômage avoisine 14 %», par la Compagnie Générale des Matières nucléaires. «Il n'est pas un village qui ne dispose d'installations publiques (salle de sports, terrains de tennis...) financés, plus ou moins directement, par la COGEMA».

Ces faits ne sont qu'un exemple, parmi beaucoup d'autres, mais particulièrement instructif, des déséquilibres qu'engendre la nécessité, dans l'économie capitaliste, de créer des emplois, au lieu de répartir rationnellement le travail.

Pierre Herdner

rappeler les paroles que vous avez prononcées le 10 mai 1992 à l'Heure de Vérité : «Mon objectif, c'est qu'il n'y ait plus de chômeurs de longue durée au premier novembre prochain».

Nous sommes le premier décembre. En mai, ils étaient environ 920.000. A ce jour, quelque 880.000.

Je ne doute pas que vous ayez fait et faites l'impossible, secondé par l'admirable Martine Aubry. Mais il faut se rendre à l'évidence : jamais, jamais, en s'obstinant à bien gérer le capitalisme (qui ne leur en sait aucun gré, on le voit chaque jour), les socialistes ne résoudre significativement le problème du chômage : 1,7 million en 1981, 3 millions fin 92, et encore, avec la retraite à 60 ans, les TUC, SIVP, CES, etc...

Il n'a toujours pas reçu de réponse...

Economie et politique

par René Marlin

L'économie n'est pas une science exacte. La plupart des spécialistes universitaires ou non le reconnaissent et beaucoup estiment abusives les prétentions de ceux qui, pour faire taire à l'avance les objections ou les critiques, prétendent enseigner des sciences économiques. La politique l'est encore moins, néanmoins d'aucuns essayant de profiter de la notoriété, de la précision et de la rigueur impliquées par le qualificatif, n'en continuent pas moins à employer l'expression contradictoire de sciences politiques.

Nous avons déjà soutenu dans cette publication (1) que le nom composé d'économie politique nous paraissait répondre beaucoup mieux à l'objet des recherches et réflexions des économistes.

Mais cette chronique se donne pour but d'examiner certains rapports de l'économie tout court, avec la politique en tant que conception de l'organisation des affaires publiques. Cette question devient cruciale pour les partis et les gouvernements. C'est à leur crédibilité dans ce domaine que les candidats et les élus doivent, de plus en plus, leurs réussites et leurs échecs.

Une fausse solution

Lors d'une réunion récente de "Refondations" (2) Claude Cheysson, ancien ministre des affaires étrangères, remarquait que le traité de Maastricht présente une lacune fondamentale : il n'est fait mention nulle part de l'emploi. Or c'est la priorité n° 1 déclarait-il. Et, comme d'autres politiciens actuels, d'entonner le refrain : nous produisons maintenant de plus en plus avec de moins en moins de travailleurs, même la croissance ne fera pas baisser le taux de chômage, le système fonctionne sur la base du profit, les pauvres ne servent donc à rien. Il alla jusqu'à s'interroger : Faut-il sortir de l'économie libérale ? pour retomber dans les ornières habituelles : nous devons créer des emplois, mais avec qui ? et comment ? Il ressortit alors de sa manche la fameuse "solution" de tendance keynésienne : le "New Deal" de F.D. Roosevelt. Cela me donna évidemment l'occasion de détruire en trois phrases cette ultime ligne de défense. Il est évident que c'est la guerre de 39-45 qui, ramenant la rareté indispensable au capitalisme, mit fin, provisoirement, à la grande crise des années 30. Elle donna naissance à la prospérité des trois décennies de reconstruction. La même situation ou presque se présente à nouveau, mais la guerre mondiale serait difficile à justifier et le péril nucléaire plus menaçant pour tous, y compris pour ceux qui tirent les ficelles de nos marionnettes ministérielles. Alors M. Cheysson : faut-il sortir du régime capitaliste lui-même ?

Une vraie question

La réunion dont nous parlons était placée sous la présidence d'Edgard Pisani, lui aussi ancien ministre, gaullio-socialiste. En plus de Claude Cheysson, Malek Boutih, Charles Fitterman, Philippe Herzog, Georges Montaron, Pierre Moscovici et Dominique Voynet s'y exprimèrent. Les deux représentants du Parti communiste rabâchèrent leur slogan : il faut s'opposer à la "casse des usines". Ils se félicitèrent de la première "eurogrève", celle des transports ferroviaires qui venait d'avoir lieu avec des fortunes diverses. Philippe Herzog fit étalage de son érudition d'économiste conformiste et parla de désinflation compétitive, de taux d'intérêt, de monnaie unique, de relance, etc... Il ressortait manifestement de son exposé qu'une autre approche financière serait de nature à nous faire sortir de nos difficultés. A mes trois phrases concernant Claude Cheysson, j'ai donc ajouté le constat suivant : «*Sur la tribune sont réunis des hommes politiques parmi les plus progressistes de notre pays et ils n'ont à offrir, pour l'avenir, que la simple gestion du régime capitaliste où tous, de droite comme de gauche, ont échoué dans le passé. Que ne s'inspirent-ils de l'économie distributive pour proposer enfin une perspective encourageante ? Mais il faudrait pour cela nous donner l'occasion de nous exprimer un peu plus longuement*». Cette apostrophe, pourtant modérée, eut inexplicablement le don d'agacer le président de séance qui me répliqua que nous devons nous incliner devant le verdict "démocratique" selon lequel, paraît-il, on ne voudrait pas nous entendre ! Singulier paradoxe dont il sollicita d'ailleurs des excuses de notre part, en privé, après la séance, excuses qui furent concédées. Cela ne m'empêcha nullement de distribuer des tracts à plusieurs dizaines de personnes qui, elles au moins, seront informées.

Un vœu pieux

Dans notre société, l'économie n'est pas l'étude de la production et de la distribution des richesses physiques, mais elle est presque entièrement consacrée à la finance et à l'argent. Ainsi, il n'est rien de plus facile que d'égarer l'opinion au moyen de statistiques trompeuses. L'on fait croire, d'après la comptabilité uniquement financière, que le partage du travail serait lié au partage du revenu et que les retraites ne pourraient bientôt plus être versées ; alors que la production matérielle ne fait qu'augmenter. Si l'on ne solvabilise pas les salariés et les retraités en fonction des produits disponibles, qui achètera ?

Plus grave encore, si possible, les politiques sont sous la dépendance des puissances financières, souvent par l'intermédiaire des économistes aux ordres qui propagent les idées erronées dont nous venons de citer deux exemples. Ainsi les politiciens et les gouvernants, s'ils ne sont pas eux-mêmes spécialistes des questions financières, donc intoxiqués par principe, n'en restent pas moins sous l'influence des boursiers et des banquiers. Au cours de la réunion que nous venons de décrire, plusieurs orateurs, en particulier ceux qui ont été au pouvoir, ont réagi et ont affirmé qu'il fallait redonner la primauté au politique sur l'économique. Belles paroles qui ne risquent pas de se traduire par des réalités dans ce système, nous venons d'expliquer pourquoi.

Des réponses succinctes

J'entends parfois le reproche suivant : votre économie distributive ne pourrait s'imposer que par des voies politiques et vous n'avez pas de programme dans ce domaine ! Il faudra certainement analyser cette question plus profondément une autre fois. Néanmoins elle appelle, dès maintenant, deux réponses :

1. S'il s'agit de l'organisation générale, nous pouvons avancer que toutes formes démocratiques d'institutions nous semblent compatibles avec ce que nous proposons. L'économie distributive est un outil au service de la société qui devrait seulement être plus mutualiste, plus coopérativiste, plus décentralisée, plus autogestionnaire, plus associative, mieux syndicalisée pour s'y adapter. Mais que la Constitution soit plutôt présidentielle ou plutôt parlementaire, que le mandat présidentiel soit de 7 ou 5 ans, que les ministres puissent être jugés par une Haute Cour ou par les tribunaux ordinaires, tout cela ne change pas grand chose au choix économique. Nous avons même la sensation que focaliser la discussion sur ces sujets-là ressort plus de la diversion que du débat.

Les citoyens ont beaucoup progressé en savoir collectif. De plus en plus nombreux sont ceux qui, à tous les échelons, sont capables de prendre des responsabilités politiques. Il n'y a plus de raisons pour que la politique soit une carrière. Les postes doivent être ouverts à tous, les pouvoirs doivent être disséminés au maximum. Il conviendrait donc d'interdire tout cumul de mandats. Un seul mandat en cours, aucun renouvellement. Ce serait la meilleure manière d'éviter la dérive royalo-solitaire du président de la République ; mais aussi les prébendes, les fiefs, les chasses gardées et donc la corruption à tous les échelons.

Dans le même sens, le référendum d'initiative populaire nous paraît de plus en plus indispensable. C'est à nous d'imposer la volonté populaire à ceux qui s'en méfient encore trop, bien qu'étant censés la représenter.

Voilà des avancées démocratiques possibles qui faciliteraient l'évolution nécessaire mais l'économie distribu-

tive pourrait, bien entendu, être mise en place sans elles.

2. S'il s'agit de créer un parti distributif qui se poserait en concurrent des autres partis, plusieurs tentatives ont déjà eu lieu, depuis les années 30 jusqu'aux années 80. Elles ont toutes échoué. Peut-être la prochaine sera-t-elle la bonne ? Nous sommes prêts à examiner toute initiative sérieuse dans cette direction.

Des actions envisagées

Pourquoi notre activité et notre faculté de propagande collective seraient-elles d'ailleurs forcément accrues par une telle création ? Il fut un temps où l'action supposait l'agitation révolutionnaire fondée sur les luttes revendicatives immédiates et sur la base d'augmentations nominales de salaires. Les moyens en étaient les grèves et même la grève générale. Cette perspective n'est plus celle d'aujourd'hui. Même les revendications ouvrières ont évolué : elles vont plus dans le sens d'un accroissement du pouvoir d'achat, d'une amélioration des perspectives de carrières et des conditions de travail. Elles devraient aller vers une diminution, généralisée à l'Europe, des durées du travail, pour un meilleur partage. Elles devraient se diriger vers des perspectives d'ensemble. Nos thèses pourraient, dans ce cas, servir de base à une rénovation de l'action politique et syndicale.

Déjà les Verts avaient préparé pour leurs assemblées générales de mi-novembre 1992, à Chambéry, des textes d'orientation thématiques sur le partage du travail et des amendements dont certains allaient dans le bon sens. En raison du temps consacré à des discussions purement politiciennes comme le renouvellement d'un quart du Conseil National Interrégional et surtout l'accord électoral avec Génération Ecologie, le débat de fond n'a pu être entamé. Les propositions demeurent néanmoins.

Même le PS, nous l'avons déjà vu, fait quelques pas vers nos idées bien qu'ils ne se traduisent pas du tout au niveau ministériel. Peut-être faudra-t-il attendre la prochaine cure d'opposition pour que ce parti se réveille ?

Quoiqu'il en soit, profitons dès maintenant du fait que nous restons une force de proposition, en dehors des partis (nous pouvons ainsi nous adresser plus aisément à leurs représentants) et sans nous trouver en concurrence avec eux. Nous préparons donc une action auprès de tous les candidats aux législatives de mars 1993. Il faudra que tous nos lecteurs et sympathisants y participent pour qu'elle réussisse...

(1) "Economie politique" GR n° 861. A rapprocher du titre de l'ouvrage publié dès 1951 par Jacques Duboin : "Economie politique de l'abondance".

(2) "Refondations" Débat sur l'Europe, 29 octobre 1992.

Le journal "La lutte syndicale", organe officiel de la Fédération suisse des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie, vient de publier un article intitulé "Mieux répartir le travail" où l'on voit qu'un grand capitaine du commerce suisse, aujourd'hui à la retraite, fait un bout de chemin avec les partisans du distributisme, sans aller beaucoup plus avant, cependant, qu'hier M. Bérégovoy à l'Assemblée nationale. Enfin, il y a progrès, si peu que ce soit.

Je déplore que l'auteur de l'article de la "La lutte syndicale" attribue à André Gorz une pensée dont l'auteur, jamais nommé, est Jacques Duboin. Bon, Gorz est un excellent propagandiste et c'est grâce à certains de ses livres et de ses articles que les thèses de Duboin se répandent dans certains milieux. Il nous faut lui en savoir gré, et ce n'est pas moi qui jeterai la pierre au "traître" dont la réflexion a été pour moi si féconde en 1958.

R.L. J., Neuchâtel

Depuis une dizaine d'années que les théories de Jacques Duboin et vos travaux me sont connus, je tente de les divulguer au hasard des rencontres et des conversations. Jusqu'à présent, je n'avais rencontré qu'esprits fermés définissant l'économie distributive comme un rêve utopique. Or, depuis peu, un changement s'opère. La crise économique, le problème insoluble du chômage, la baisse du pouvoir d'achat alors que les produits de consommation s'entassent dans les magasins, sont certainement les raisons principales de ce changement. Si les idées distributistes ne sont pas adoptées d'emblée, en revanche l'écoute se fait plus attentive, la critique moins acerbe ; certains, visiblement intéressés, posent des questions et le mot utopie n'est plus prononcé. Pourtant ils demeurent persuadés que le capitalisme restera en place en raison de la mentalité corrompue de l'humanité, même quand on leur explique que celle-ci évolue en fonction du système économique et politique en vigueur. Aujourd'hui, il y a tout lieu

d'être optimiste, l'économie distributive poursuit son chemin et elle possède les atouts pour, à l'avenir, faire de plus en plus d'adeptes surtout chez les jeunes.

A.L., Yverres

Réponse. Enfin un peu d'optimisme qui vient conforter le nôtre, fondé sur des observations semblables... et qui font la preuve que selon un des titres publiés par J. Duboin "l'Economie Distributive s'impose" !

Dans le dernier numéro de la G.R., vous nous suggérez de faire un nouvel adhérent en lui offrant l'abonnement ; l'intention est louable, mais je n'ai pas l'impression qu'abonner, soit un proche, soit un quidam avec qui on a de vagues relations, soit d'une grande efficacité quant à la propagation de nos idées. Je l'ai déjà fait et, durant l'année 92, j'ai largement distribué la G.R. grâce à l'abonnement de propagande (5 numéros). Le travailleur trouve ça très bien, mais il reste indifférent parce que non concerné. Le chômeur désespéré n'a que faire de cette philosophie, tout préoccupé à survivre et ça se comprend... Il me paraît plus judicieux d'abonner des organismes ou des personnalités dont la conscience est bouleversée devant tant de misère... Partant du principe que la répétition fait la force de la suggestion, les idées de J. Duboin pénétreront doucement et durablement dans le subconscient du nouvel abonné et elles ne manqueront pas de surgir à la première occasion.

Aussi, je propose pour ceux d'entre nous qui en ont les moyens, d'abonner une association de chômeurs, ou un organisme caritatif, ou une personnalité artistique, journalistique, un maire ou un député, etc...

S.B., Vaulx en Velin

Réponse : Excellente idée, qui n'exclut pas celle qui consiste à abonner un proche ou un ami.

Ceux qui suivent l'actualité et se donnent la peine de réfléchir, ceux qui envisagent l'avenir des êtres humains sur notre planète autrement qu'en termes d'argent, de bénéfices, de profit maximum...

sont plus nombreux que nous ne le pensons, mais ils vivent repliés sur eux-mêmes, souvent déçus, écœurés... Ils se taisent et il est difficile de les dénombrier. Par votre action, vous représentez la conscience d'avant-garde qui doit réveiller, redonner vie à ce formidable potentiel de générosité, d'altruisme, de foi en l'avenir qui animait des camarades que je connais et d'autres que je ne connais pas.

Cet idéal, cette force créatrice, momentanément anesthésiés, doivent reprendre vie et surtout se transmettre à la génération montante qui a déjà manifesté, en maintes circonstances, une grande générosité et qui représente notre avenir.

Bravo pour votre militantisme ! J'admire et je partage votre foi en l'avènement d'un monde meilleur, à l'heure où beaucoup baissent les bras, impressionnés par l'actualité qui est, trop souvent, présentée sous son aspect négatif, plus spectaculaire, plus rentable...

A nous, chacun dans son domaine, de signaler, en les interprétant, tous les voyants verts qui s'allument, même faiblement, afin de rendre l'espoir à ceux qui l'ont perdu, et de les décider à reprendre ou entreprendre "le combat".

R.G., Saint-Claude

Réponse. Merci également à ce lecteur qui nous encourage. Cela fait beaucoup plus de bien que les "ça n'avance pas" de ceux qui eux-mêmes ne font rien pour cela !

Plus que jamais la G.R. m'est un soutien moral et une raison de continuer ma "route"... Bientôt 84 ans qui ne m'empêchent nullement de vivre intensément les bouleversements, les tumultes des temps présents. Puissent-ils être les prémises de l'aboutissement de nos espoirs, les événements étant le plus souvent plus forts que les hommes...

J.E., Marseille

Réponse. Décidément, nous commençons l'année avec un courrier encourageant. On ne peut offrir de meilleurs vœux !

M-L D.

◇ **Pour faire réfléchir autour de vous :**

* *la réédition d'un livre plein d'humour de Jacques DUBOIN :*

KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance

écrit en 1935, dans un style caustique pour dénoncer (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F franco)..

(L'autre réédition, que nous avons faite en 1981, "*Les yeux ouverts*" est épuisée).

* *une brochure à faire lire :*

L'ECONOMIE LIBEREE

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant les thèses distributistes. Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques. (22 F l'une, franco)

◇ **Pour votre réflexion personnelle, un roman :**

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails.

(Edition Syros, 300 pages, 85 F, franco).

◇ **Pour animer une discussion :**

UN SOCIALISME A VISAGE HUMAIN

le texte d'une conférence d'André PRIME

- en une brochure rédigée dans le style de la conversation, (36 pages, 20 F, franco),

- sur une cassette audio enregistrée pour vous servir d'introduction quand vous voulez amener quelques amis à discuter (durée 50 minutes, prix 70 F avec la brochure, franco).

◇ **Pour offrir un résumé rapide de nos thèses :**

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS

un numéro hors série (Janvier 1992), permettant de prendre rapidement connaissance de nos propositions, (16 pages, 25 F franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.

***Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris***

M.....
.....
.....
.....
.....
.....

le1993

à M.....
candidat d.....
aux élections législatives
de.....
des 21 et 28 mars 1993

M,

Permettez moi tout d'abord de vous féliciter d'avoir déposé votre candidature à la députation. Il va vous falloir en effet beaucoup de courage pour mener à bien pareille tâche, car vous avez dû mesurer l'ampleur des dangers qui nous menacent, tant au plan intérieur (chômage, racismes, drogue, délinquances) qu'au plan international (risques de guerre, dans les Balkans par exemple, famines dans le monde...).

Bien qu'appartenant éventuellement à des partis de sensibilités politiques différentes, mes amis et moi-même, en tant qu'électeurs, ne nous sentons liés par aucune consigne d'état-major et sommes décidés à nous déterminer en fonction des réponses que nous recevrons à un certain nombre de questions qui nous paraissent désormais concerner un enjeu de société qui transcende les programmes des partis politiques.

C'est pour nous aider à choisir des députés décidés à s'intéresser aux vrais problèmes et à agir pour y porter remède, que je me permets de vous soumettre le questionnaire ci-joint en vous demandant de prendre la peine d'y répondre personnellement et de nous le retourner dès que possible.

En vous en remerciant à l'avance, je vous souhaite bonne chance.

questionnaire aux candidats députés :

.....	OUI	NON
<p>Pensez-vous : (vous pouvez répondre simplement par oui ou non en cochant d'une croix en regard dans une des deux colonnes de droite)</p>		
1. que le <i>chômage</i> soit un phénomène conjoncturel ? un phénomène typiquement occidental ? mondial ?
2. que malgré l'accroissement du chômage, la <i>richesse du pays</i> augmente ?
3. qu'il soit possible de produire encore <i>plus</i> avec encore <i>moins</i> de travail ?
4. que l'augmentation d' <i>investissements productifs</i> contribue à la <i>diminution du chômage</i> ?
5. que la <i>croissance</i> favorise l'emploi ?
6. que la croissance soit simultanément possible dans tous les pays ?
7. qu'il soit nécessaire de diminuer fortement <i>la durée du travail</i> pour vaincre le chômage ?
8. Si oui, faut-il diminuer simultanément <i>les salaires</i> ?
9. Dans l'affirmative, faut-il solvabiliser autrement les salariés afin qu'ils puissent continuer à acheter ?
10. Pensez-vous que le lien entre revenu et travail soit intangible ?
11. Croyez-vous <i>matériellement</i> possible de fournir de quoi vivre décentement à tous les citoyens, <i>indépendamment</i> de leur emploi ?
12. Est-ce <i>financièrement</i> possible dans le système monétaire actuel ?
13. On ne produit aujourd'hui que pour vendre, donc en fonction des seuls besoins <i>solvables</i> , pensez vous qu'il soit possible de faire autrement ?
14. Pensez-vous que l'extension de la pauvreté soit imputable au gouvernement ? au système économique ?
15. Envisagez-vous une façon d'adapter les moyens de production qui existent afin de faire disparaître la faim, la pauvreté et l'exclusion ?

Si oui, lequel, au plan national, au plan européen, au plan mondial ?

à retourner à M^{me}, M^{lle}, M.

.....

.....